



19 août 2025

L'honorable Pamela Bondi
Procureure général des États-Unis
U.S. Department of Justice
950 Pennsylvania Avenue NW
Washington, D.C. 20530

Objet : Réponse à la lettre du 13 août 2025 de la procureure générale Bondi à la maire Michelle Wu

Procureur général Bondi,

Je vous écris en réponse à votre lettre du 13 août 2025, dans laquelle vous menacez de poursuivre les responsables locaux et de retenir illégalement les subventions et contrats fédéraux si la ville de Boston n'accepte pas de participer activement aux expulsions massives.

Les attaques mensongères et incessantes de cette administration fédérale contre les villes américaines et des millions de nos concitoyens sont sans précédent. Vous avez supprimé l'aide médicale et alimentaire pour nos familles ; vous avez illégalement annulé les subventions destinées à nos écoles et à nos routes ; vous avez réduit les fonds alloués à nos universités, nos hôpitaux et nos instituts de recherche ; et vous avez déployé des militaires pour occuper nos rues. Ces attaques ont toutes un objectif commun : l'administration Trump cherche à diviser, isoler et intimider nos villes, et à semer la peur entre les Américains.

La ville de Boston est la grande ville la plus sûre des États-Unis. Nos progrès sont le fruit de décennies de police de proximité et de partenariat entre les forces de l'ordre locales et les dirigeants communautaires, qui partagent tous la même volonté de faire de Boston un lieu de vie sûr et accueillant pour tous. C'est le résultat de nos lois strictes sur les armes à feu. Et c'est le résultat de nos politiques locales, notamment le Boston Trust Act, qui interdit à la police locale de collaborer avec les services fédéraux d'immigration en l'absence d'un mandat d'arrêt pénal et qui garantit à tous les habitants de Boston la possibilité de signaler des crimes et d'appeler le 911 pour obtenir de l'aide.

La ville de Boston respecte les lois locales, étatiques et fédérales. La Constitution des États-Unis établit que les gouvernements locaux, les plus proches des citoyens, détiennent le pouvoir d'adopter des politiques de sécurité publique sans craindre d'ingérence illégale de la part du gouvernement fédéral. Les Pères fondateurs ont inclus ces protections en réponse directe à la tentative de coercition exercée sur Boston par un monarque distant et irresponsable, et au refus de cette ville de se soumettre à la tyrannie. Deux cent cinquante ans plus tard, ces libertés durement acquises constituent le fondement juridique de notre système de gouvernement. Et

ces libertés ont nourri les villes dynamiques et diversifiées de toutes les régions de ce pays, qui ont stimulé le commerce et l'innovation au profit de tous les Américains.

Les tribunaux ont toujours jugé, comme encore le mois dernier, que les lois locales en matière de sécurité publique telles que le Boston Trust Act constituent un exercice légitime de la compétence locale et sont pleinement conformes à la législation fédérale. *Voir, par exemple, États-Unis c. California, et al.*, 921 F.3d 865 (9th Cir. 2019) ; *États-Unis c. État de l'Illinois, et al.*, N° 25-cv-1285 (N.D. Ill. 25 juillet 2025). Depuis la fondation du pays, le principe de souveraineté de l'État, inscrit dans le dixième amendement, est fondamental pour notre république. *Voir, par exemple, Gregory c. Ashcroft*, 501 U.S. 452, 457 (1991). Il est incontestable que les rédacteurs de la Constitution américaine ont pris « la décision de retirer au Congrès le pouvoir de donner des ordres directement aux États. » *Murphy c. Association sportive universitaire nationale*, 584 U.S. 453, 470 (2018). « [L]e gouvernement fédéral ne peut contraindre les États à adopter ou à administrer un programme réglementaire fédéral », ni « enrôler directement des agents publics étatiques ou locaux », ni « contraindre les États à agir par une influence induite. » *Illinois*, n° 25-cv-1285, slip op. à la page 19 (citant *New York c. États-Unis*, 505 U.S. 144, 188 (1992); *Printz v. États-Unis*, 521 U.S. 898, 935 (1997) ; *Fédération nationale des indépendants. Bus. v. Sebelius*, 567 U.S. 519, 578 (2012)). Comme l'a écrit la cour fédérale de l'Illinois il y a quelques semaines : « [L]'interdiction d'imposer des obligations est un rempart contre l'abus du pouvoir [fédéral]. » *Id.*

De plus, dans le Massachusetts, la loi de l'État impose des limites claires à la participation aux mesures fédérales d'application de la loi en matière d'immigration. La Cour suprême du Massachusetts, dans *l'affaire Lunn c. Commonwealth*, a statué que les autorités policières locales et étatiques ne peuvent arrêter des individus sur la seule base d'une demande de détention émise par le gouvernement fédéral, en l'absence d'un mandat d'arrêt pénal. 477 Mass. 517 (2017). La loi Boston Trust Act et ses amendements codifient la décision *Lunn*.

Le partenariat fructueux et de longue date entre notre ville et les forces de l'ordre fédérales et étatiques visant à protéger les habitants de Boston est bien antérieur à votre mandat. Le département de police de Boston, premier service de police municipal des États-Unis, travaille en étroite collaboration avec les agences fédérales et celles de l'État afin de lutter contre les menaces terroristes, de protéger notre aéroport et notre port, de combattre le trafic de drogue et la traite des êtres humains, et de traduire en justice les auteurs d'actes criminels. La semaine dernière, la police de Boston a arrêté treize personnes à la suite d'une enquête conjointe sur le trafic d'êtres humains menée avec le FBI et la police de l'État du Massachusetts. La semaine précédente, la police de Boston avait collaboré avec le FBI dans le cadre d'une enquête qui avait abouti à une arrestation et à la récupération de cinq armes à feu, dont un fusil d'assaut. Boston travaille chaque jour avec ses partenaires au sein de la communauté et des forces de l'ordre afin d'assurer la sécurité de ses habitants, et la ville veille au respect total de la loi.

Au nom des habitants de Boston, et en solidarité avec les villes et les communautés prises pour cible par l'administration fédérale pour avoir refusé de céder à des menaces anticonstitutionnelles et à une coercition illégale, nous affirmons notre soutien mutuel et notre attachement à la démocratie. Boston ne renoncera jamais à être un phare de liberté et un foyer pour tous.

Cordialement,

Michelle Wu
Maire de Boston